

Seoul, 13. November 1992

Visite du Secrétaire d'Etat F. Blankart à Taiwan - mission économique mixte

Le Secrétaire d'Etat, F. Blankart, (B) accompagné de Ministre Lautenberg et M. Contestabile, ainsi que d'une délégation de l'économie privée de quinze personnes, dirigée par le Président Borgeaud, a fait du 9 au 11 novembre une visite économique de travail à Taiwan, la première à ce niveau. M. K.S. Sheu, directeur du BAWI taiwanais, M. Lee Chung-Yong, Vice-ministre des finances, M. Samuel Shieh, Gouverneur de la Banque centrale, M. M.H. King, Vice-président de la Euro-Asia Trade Organization, ainsi que le Vorort taiwanais. En outre, M. Blankart a été invité pour une visite de courtoisie auprès du Premier ministre Han Pei-Tsun, qui attache une attention particulière à la coordination de la politique économique. Des entretiens de travail ont eu lieu avec M. Vincent Siew, Ministre des Affaires économiques.

Contexte de la visite

Cette visite est intervenue à un moment où Taiwan se trouve à une véritable croisée des chemins. Avec une position macro-économique dont on ne peut que rêver, les réserves en devises les plus élevées du monde et une croissance se situant entre 6 et 7 %, le pays traverse une phase d'ajustement économique dominé par la tertiarisation. Le plan de développement de six ans, qui en est à la fin de sa deuxième année, implique des choix importants au niveau de la réalisation de projets très ambitieux en matière d'infrastructure, de production énergétique et de protection de l'environnement. L'enveloppe totale de quelque 300 milliards US\$ constitue un attrait évident pour d'anciens et de nouveaux partenaires de l'île.

Taiwan est engagé dans un effort de libéralisation des secteurs secondaire et tertiaire, dont l'accession au GATT constitue à la fois la cause et la conséquence. Le pays est, enfin, plus que conscient que face à l'émergence de pays bien plus compétitifs dans la région, seuls des investissements taiwanais dans ces pays ainsi qu'une amélioration de la qualité ajoutée peuvent éviter un vieillissement précoce de ce dragon.

Les entretiens ont porté sur les thèmes suivants:

Les services bancaires, financiers et assurances

La mission a placé un accent particulier sur ce secteur, entre autre souligné par la participation de représentants des trois grandes banques. Les entretiens ont tous été centrés sur un encouragement à poursuivre et systématiser le processus de libéralisation du secteur et sur une discussion des modalités d'accès au marché. Dans l'ensemble, les interlocuteurs ont insisté sur l'intérêt à des investissements occidentaux accrus, tout en affichant une prudence évidente devant les risques d'une emprise étrangère (chinoise ou japonaise). Ceci explique aussi la retenue de la Banque centrale face à une libéralisation par trop brusque des mouvements de capitaux et à une convertibilité de la monnaie. D'autre part, le plan de six ans fixe comme objectif la création d'ici 1996, d'une place financière pouvant concurrencer Hong Kong, ou Singapour. En matière bancaire, les modalités réglant l'accès d'institutions étrangères sont en révision quand bien même une grande banque suisse y entretient une succursale et les deux autres des bureaux de représentation. Mais aussi le secteur des titres est soumis à une révision assez fondamentale du dispositif réglementaire. Il a été particulièrement intéressant de constater qu'en dépit du système segmenté (banques/titres), les autorités financières conçoivent le développement d'activités sur titres au départ d'une succursale bancaire étrangère lorsque la mère est une banque. S'agissant du secteur des assurances, où (B) a vivement relevé l'inacceptable discrimination des sociétés non américaines, on peut raisonnablement compter avec une ouverture progressive.

D'une manière générale, on gagnait le sentiment que la multitude de progrès accomplis ou envisagés ne sont pas encore insérés dans un ensemble cohérent, avec des échéances préétablies. Enfin (B) n'a pas manqué de souligner qu'une adhésion au GATS impliquera l'élimination des



pratiques les plus criantes et un minimum d'engagements de libéralisation.

Plan de six ans (six-year national development plan)

Un des motifs principaux de la visite de la délégation mixte était de manifester le souhait des milieux industriels suisses à participer à divers projets du programme d'investissements. Bien que le programme ait pris un certain retard pour des raisons diverses, le gouvernement a l'intention d'aller de l'avant. Les interlocuteurs ont confirmé l'intérêt à voir des entreprises suisses participer à ces marchés publics. La technologie de l'environnement (p. ex. incinérateurs de déchets), de l'énergie et de la construction (services d'ingénieurs) ont été identifiés comme des secteurs où la Suisse possède une bonne renommée en raison de la haute qualité des produits. Des contacts étroits existent déjà entre les autorités gouvernementales et des entreprises suisses, notamment dans le secteur de l'énergie. A cet égard, la venue de deux délégations de représentants du secteur de la technologie de l'environnement et des machines-outils au printemps prochain a été annoncée. L'industrie suisse a également offert la collaboration sous forme de joint-ventures et de transfert de technologie.

Propriété intellectuelle

Suite aux discussions avec le Ministre de l'économie, V. Siew, du 25 septembre à Genève, (B) a remis un aide-mémoire portant sur la modernisation de la législation taiwanaise en matière de protection de la propriété intellectuelle. (B) a également insisté sur un traitement selon la clause de la nation la plus favorisée au cas où Taiwan devait accorder des privilèges aux Etats-Unis pour des "produits pipelines" (protection rétroactive).

Deux projets de déclarations unilatérales concernant la reconnaissance (réciproque) du droit de la priorité en matière des brevets ont été remis au Directeur général du Board of Foreign Trade, M. K.S. Sheu.

Dans le secteur pharmaceutique (B) a par ailleurs rappelé le problème des "generics" qui discriminent et évincent les produits de marque. Ce problème reste à l'étude dans les ministères concernés, à cause d'un conflit d'intérêts.

Le Ministre V. Siew a confirmé l'intention de son gouvernement d'adapter la législation taiwanaise au niveau international. Il s'agit néanmoins d'une tâche de longue haleine qui implique de surcroît l'acceptation d'une conception étrangère à l'approche asiatique. V. Siew a donc fait appel à la fois à l'assistance technique et à la coopération.

GATT - Beitritt Taiwan

Die Gesprächspartner zeigten sich völlig bewusst, welche Verpflichtungen sie mit dem Gatt-Beitritt zu übernehmen hatten, auch im Moment, wo das GATT nach der Uruguay-Runde bedeutend weitergehen würde als heute (Einschluss der Dienstleistungen, der Rechte des geistigen Eigentums, der Investitionen, etc.). Sie waren bereit, entsprechende Anpassungen ihres Wirtschaftsregimes vorzunehmen, wiesen aber auf grosse Schwierigkeiten bei der Landwirtschaft hin.

Auf Wunsch gab (B) die wichtigsten Produktgruppen und nichttarifischen Hemmnisse bekannt, welche die Schweiz in den bilateralen Verhandlungen aufzunehmen gedenkt. Die spezifische Begehrenliste soll in den kommenden Wochen eingereicht werden. Die Taiwanesen waren sich aber auch bewusst, dass sie durch die GATT-Mitgliedschaft einen neuen internationalen Status erhalten werden, der ihnen den Ausbau der Kontakte und Beziehungen mit andern Ländern - inkl. der Schweiz - erleichtern dürfte.

Weitere Themen betrafen die schweizerische Beteiligung an der Taipei International Machine Tool Show (TIMTOS) von Ende März 93, die Frage einer Flugverbindung zwischen Taiwan und der Schweiz sowie Taiwans Position in der asiatisch-pazifischen Region.

**VERTRAULICH
CONFIDENTIEL**

Dies ist eine chiffrierte Meldung. An Dritte, d.h. ausserhalb der Bundesverwaltung dürfen Angaben über den Inhalt nur in Form von Auszügen erfolgen. Weiterleitungen per Fax dürfen nur innerhalb des 6l-er Netzes gemacht werden.



13. Nov. 1992 14 15

Deckblatt für Telefax

Ort	Datum	Priorität		
		normal	urgent	flash
Seoul	Nr. 87	II	XXXI	II
Klassifizierung:	Ref. 332.0 COS/he	offen	chiffriert	
		II	XXXI	
Zahl der Seiten (Deckblatt inbegriffen):		3 Seiten		

Empfänger: Chef des Politischen Sekretariats / EDA, Polit. Direktion

Kopie an:

- EVD/BAWI: blf, gir, rup, cos
- Herrn Minister A. Lautenberg, EDA, Finanz- und Wirtschaftsdienst

Ref/Betreff: Wochentelex/Bericht über Staatssekretär Blankarts Besuch in Taiwan

Für die Aufnahme des beiliegenden Berichts in den Wochentelex bin ich Ihnen dankbar.

CHIFFRE
 NUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH
 POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT



Mit freundlichen Grüssen

E. Contestabile

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	Form 801
EE	
R	13 NOV. 1992
Kopie an	

4x

Beilage erwähnt